

Présidentielle: les candidats tentent de séduire la tech française

Le Cirque d'Hiver Bouglione comme arène de campagne façon startup : plusieurs candidats à la présidentielle ont présenté dans la soirée du mercredi 9 mars leur programme "numérique" devant les principales organisations professionnelles du secteur, un "sujet fondamental" encore trop absent du débat public.

Temps de lecture : minute

10 mars 2022

Devant plus d'un millier de représentants de l'écosystème tech français, Valérie Pécresse (LR), Yannick Jadot (EELV), Nicolas Dupont-Aignan (Debout La France), Eric Zemmour (Reconquête!) et Anne Hidalgo (PS) ont chacun eu droit à un "pitch" de 15 minutes pour convaincre. Cédric O, secrétaire d'Etat au Numérique, et le député Bastien Lachaud ont représenté respectivement Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon (LFI) face aux associations France Digitale, Numeum, à la Fédération du e-commerce et de la vente à distance (FEVAD), à France Datacenter, ou encore au Syndicat national du jeu vidéo (SNJV).

Outre la cybersécurité, la protection des données ou la lutte contre la fracture numérique, c'est l'enjeu de la "souveraineté" et de l'indépendance technologique de la France qui a été le principal enjeu partagé par l'ensemble des candidats.

Voici les principaux points à retenir :

- Valérie Pécresse a notamment plaidé pour un "cloud souverain"

français" à l'horizon 2030 ou encore la création d'un "Haut conseil à la souveraineté numérique" pour prémunir les pépites françaises de la tech de rachats étrangers. La candidate LR a aussi évoqué la création "d'un parquet cyber".

- *"Ma responsabilité, c'est de réconcilier votre capacité d'innovation avec l'intérêt général"* , a lancé Yannick Jadot aux acteurs de la tech.
- Pour le représentant de LFI, Bastien Lachaud, la régulation des Gafam (Google, Amazon, Facebook,...) à l'échelon européen "n'est pas satisfaisante".
- Selon Éric Zemmour, qui a prôné une doctrine cybersécurité "défensive" , l'Union européenne n'a vu "qu'une histoire de consommateurs" en matière de numérique, tandis que la Chine et les États-Unis "y ont vu un moyen de puissance".
- Anne Hidalgo a, elle, plaidé pour l'investissement dans les infrastructures, tandis que Nicolas Dupont-Aignan, qui a salué l'égalité du temps du parole "si rare" dans la campagne, a lui fustigé "l'obsolescence programmée".
- Avec les "licornes" et les différentes mesures mises en oeuvre durant le quinquennat, Cédric O a défendu le bilan du gouvernement, qui a fait du numérique l'une des priorités et un secteur stratégique pour l'emploi. *"On veut massifier ce qu'on a réussi à faire lors des cinq dernières années"* , a-t-il annoncé, souhaitant notamment faire de la place de Paris un "Nasdaq (l'indice des valeurs technologiques à la Bourse de New York, NDLR) européen".



À lire aussi
Sans Nasdaq européen, pas de scaleups françaises !

Article écrit par Maddyness, avec AFP